



PRIX :
300 FCFA

l'ACTUALITE

HEBDOMADAIRE NIGERIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES DE RÉFLEXIONS ET D'OPINIONS

18^{ème} ANNÉE N° 840 DU 08 AU 14 DÉCEMBRE 2025

Reformer la filière :

Et si le Président Tiani intégrait le riz du Niger au sein de l'ONAH?



Tentative de coup d'État au Bénin :

Ce que l'on sait de la Situation



Afrique de l'Ouest :

L'effondrement du modèle démocratique francophone

Violences faites aux enfants :

A Dosso, une fillette de 10 ans battue à mort par sa tante

Tentative de coup d'État au Bénin :

Ce que l'on sait de la Situation

Le Bénin a connu, le dimanche 7 décembre 2025, une brusque montée de tension après l'apparition d'un groupe de soldats à la télévision nationale, annonçant la dissolution des institutions et la prise du pouvoir par un auto-proclamé « Comité Militaire pour la Refondation ».

Les putschistes, qui ont brièvement pris le contrôle de l'ORTB, ont déclaré avoir fermé les frontières et nommé Pascal Tigri comme nouveau dirigeant du pays.

Une tentative rapidement neutralisée

Quelques heures seulement après cette déclaration, les forces loyales à l'État ont repris la main. Le signal de la télévision publique a été coupé et l'armée régulière a rétabli l'ordre autour des installations stratégiques.

Le ministre de l'Intérieur, Alassane Seidou, a affirmé que le coup d'État avait été totalement déjoué, assurant que « le pays reste sous contrôle » et que les institutions fonctionnent normalement.



Selon des sources militaires citées par la presse internationale, une douzaine de soldats impliqués dans la tentative de putsch ont été arrêtés. Des opérations de sécurisation ont été menées à Cotonou et dans plusieurs casernes jugées sensibles par les autorités.

Condamnation immédiate de la communauté internationale

La réaction régionale et internationale n'a pas tardé. L'Union africaine (UA) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont condamné « fermement » cette tentative de renversement du gouvernement.

Les deux organisations ont rappelé leur attachement « au respect

strict de l'ordre constitutionnel » et ont appelé les militaires impliqués à retourner dans leurs casernes sans conditions.

Contexte politique tendu à quelques mois de la présidentielle

Cet événement survient dans un climat politique sensible, alors que le Bénin se dirige vers l'élection présidentielle d'avril 2026.

Le président Patrice Talon, en fin de mandat, doit normalement quitter le pouvoir à l'issue de ce scrutin. Des tensions politiques et des critiques liées à la gouvernance, la gestion des marchés publics, la justice ou encore l'espace politique restreint sont régulièrement

pointées par l'opposition et certains observateurs.

Les putschistes ont d'ailleurs justifié leur action par des accusations de « mauvaise gouvernance » et d'« injustices », sans pour autant bénéficier d'un soutien visible au sein de l'armée ou de la population.

Un pays réputé stable secoué par une tentative isolée

Traditionnellement considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest, le Bénin rejoint, le temps de quelques heures, la liste des États de la région secoués par des tentatives de prise de pouvoir par la force.

Cette instabilité régionale — marquée par les coups d'État au Sahel — suscite des inquiétudes croissantes quant à l'extension du phénomène vers les pays côtiers.

Malgré cet épisode, les autorités béninoises affirment avoir repris la situation en main et travaillent désormais à identifier d'éventuels soutiens civils ou militaires impliqués dans cette initiative avortée.

D.M

Violences faites aux enfants :

A Dosso, une fillette de 10 ans battue à mort par sa tante

Une scène d'une brutalité inouïe s'est produite le lundi 1er décembre 2025 au quartier Tondobon de Dosso, provoquant une onde de choc au sein de la population. Une fillette de 10 ans, élève en classe de CE2, a été battue à mort par sa propre tante, pourtant infirmière de profession, selon les premiers éléments de l'enquête.

Une enfant affaiblie par l'anémie

Ce matin-là, la victime, qui souffrait d'anémie, avait éprouvé des difficultés à suivre les cours. Constatant son état de faiblesse, la direction de l'école lui fit apporter à manger. Après avoir pris son repas dans le bureau de la directrice, la petite s'est endormie et n'a pas quitté les lieux à la des-

cente, peu après 14 heures.

Intriguée par son absence, sa tante se rendit à l'école. La directrice, constatant la fatigue visible de l'enfant, lui conseilla de l'emmener directement à l'hôpital. Mais la tante refusa catégoriquement, persuadée que la fillette simulait.

Une violence inhumaine

Ce qui suivit relève de l'horreur. Arrachant l'enfant des bras de la directrice, la tante se mit à la frapper violemment. Sous les coups, la fillette s'effondra, incapable de tenir debout. L'agresseuse, loin de s'arrêter, la saisit par les pieds et la traîna sur le sol, depuis l'école jusqu'à leur domicile, comme un vulgaire objet.

Arrivée à la maison, la violence redoubla. La petite fut à nouveau

rouée de coups, jusqu'à ce qu'elle rende l'âme.

Une mise en scène maladroite

Avec la complicité d'un oncle, le corps fut ensuite transporté au Centre médical de Dosso. La famille tenta de faire croire à un accident de la route. Mais les agents de santé furent formels : la victime présentait des traumatismes sévères au crâne et au corps, caractéristiques de coups portés avec une extrême violence.

La justice saisie

Inculpée pour coups mortels, l'infirmière a été placée sous mandat de dépôt dès le mardi suivant à la maison d'arrêt de Dosso. L'enquête se poursuit.

Un drame qui relance le débat

Cette tragédie relance une fois

encore le débat sur les violences faites aux enfants, un fléau encore trop répandu dans notre société.

Comment comprendre qu'un enfant soit traîné par les pieds, battu à mort, et que l'on puisse encore évoquer un acte involontaire ? La recherche de clémence par la famille choque d'autant plus que l'auteure des faits est censée être une professionnelle de santé, formée pour sauver des vies, non pour les détruire.

Ce drame doit nous interpeller collectivement. Il rappelle l'urgence de revoir nos pratiques éducatives, de renforcer la surveillance autour des mineurs et d'appliquer sans faiblesse les lois protégeant les enfants.

Afrique de l'Ouest :

L'effondrement du modèle démocratique francophone

Deux pays, deux contextes, une même mécanique : la confiscation électorale.

En moins de quinze jours, l'Afrique de l'Ouest francophone vient de connaître deux renversements brutaux du pouvoir, d'abord en Guinée-Bissau, puis au Bénin.

Dans les deux cas, un fil conducteur : des élections verrouillées, des opposants éliminés, une société civile empêchée d'exister, des institutions instrumentalisées.

Le 7 décembre 2025, Cotonou s'est réveillé sous contrôle militaire, le Président Talon aux arrêts.

À Bissau, la tension restait palpable après l'annonce avortée des résultats de la présidentielle du 23 novembre.

La démocratie francophone a-t-elle atteint son point de rupture ?

Des résultats jamais proclamés à Bissau, la Commission électorale s'apprêtait à dévoiler les résultats lorsque la Garde présidentielle a pris d'assaut la salle prévue pour la proclamation. Les commissaires ont été dispersés, les médias coupés, et le processus stoppé net. Le scrutin avait déjà été entaché par : la révision tardive et sélective du fichier électoral, un redécoupage avantageux pour le pouvoir, l'exclusion de candidats jugés menaçants, l'opacité dans la centralisation des procès-verbaux.

Un président sortant aux adversaires "choisis" !

Le président avait verrouillé l'espace politique, réduisant l'opposition à un décor électoral. Cette stratégie a accentué la défiance déjà chronique de la population.

Le coup d'État, loin d'être une surprise, s'inscrit dans une longue tradition de ruptures institutionnelles qui caractérise le pays.

BÉNIN : C'est la chute d'un "modèle"

En cette matinée du 7 décembre 2025, c'est le choc national. Le coup d'État au Bénin a surpris le monde. Mais il n'a surpris que ceux qui n'observaient plus la lente érosion des libertés politiques depuis plusieurs années.

Sous le président Talon : les figures majeures de l'opposition

ont été éliminées du jeu politique, les candidatures pour la présidentielle de 2026 ont été filtrées, les institutions sont devenues des relais du pouvoir exécutif.

Pour l'élection présidentielle de mars 2026, le dauphin désigné semblait destiné à l'emporter avant même le début de la campagne. La compétition politique n'était plus qu'une formalité administrative. Dans ce contexte, l'intervention militaire est apparue à certains acteurs comme la seule issue pour briser un cycle de confiscation.

Pourquoi le coup d'Etat au Bénin ?

Une opposition systématiquement étouffée, la quasi-disparition des contre-pouvoirs politiques a privé le pays de son baromètre démocratique. Sans opposition vivante, le système a cessé de respirer, avec une société civile fragilisée ainsi que la pression sur les associations ; les syndicats et les leaders citoyens a réduit les espaces de critique.

Cette contraction progressive a créé un étouffement social et politique. L'armée en tension : Malgré son silence public, une partie de l'institution militaire était irritée par la politisation des promotions, les budgets jugés inéquitables, la gestion centralisée des questions sécuritaires. La rupture était devenue possible et certains diraient même inévitable.

Les coups d'états comme thermomètre politique ?

Une vague ouest-africaine avec au compteur cinq États francophones de la région ont basculé depuis 2020 : Mali, Guinée, Burkina Faso, Niger, et maintenant Bénin.

Pourquoi cette concentration ?

Hypothèse 1 : la saturation des régimes verrouillés : Les populations ne supportent plus les élections truquées ou verrouillées.

Hypothèse 2 : les limites du modèle institutionnel hérité : Les institutions francophones, très présidentialistes, peinent à garantir le pluralisme.

Hypothèse 3 : l'exaspération populaire : Dans les villes comme dans les campagnes, une phrase

revient : "On ne peut pas voter si on ne peut pas choisir."

Le modèle démocratique francophone à nu !

Les démocraties francophones d'Afrique de l'Ouest reposent souvent sur un décor institutionnel solide en apparence, mais sans culture politique réellement plurielle.

On y observe : une justice politisée, des institutions sous tutelle, des opposants neutralisés, une administration électorale contrôlée. La démocratie y existe davantage comme forme que comme réalité. "Tout le monde savait que l'élection de 2026 serait verrouillée car le pouvoir croyait maîtriser le scénario. Mais l'armée aussi sait lire la politique." Selon certains propos et d'autres d'ajouter : "Ces coups d'État ne naissent jamais dans des systèmes où l'opposition existe et où la parole circule." Et aussi : "Quand on choisit les opposants, on crée des crises. Quand on élimine les opposants, on fabrique des coups d'État."

Les crises du Bénin et de la Guinée-Bissau présentent des similitudes profondes, malgré des contextes distincts.

En Guinée-Bissau, la rupture est intervenue au moment même de la proclamation des résultats, stoppée par une intervention militaire directe.

Au Bénin, au contraire, le processus électoral avait été verrouillé en amont, rendant l'élection de 2026 presque symbolique.

Les deux présidents avaient en commun une volonté de contrôler la compétition politique : en Guinée-Bissau, cela passait par la sélection de candidats dociles ; au Bénin, par l'élimination juridique ou administrative des véritables adversaires.

Les deux systèmes différaient par la solidité apparente de leurs institutions : la Guinée-Bissau possède des institutions historiquement fragiles ; le Bénin disposait d'institutions solides, mais progressivement capturées. Dans les deux cas, l'opposition a été marginalisée, créant un climat explosif : en Guinée-Bissau, elle était affaiblie mais encore visible ; au

Bénin, elle avait pratiquement disparu du paysage politique.

Ces éléments montrent que, malgré des trajectoires distinctes, la racine du problème est la même : la disparition du pluralisme réel, condition essentielle à la stabilité politique.

Une transition ouverte

Les militaires pourraient entreprendre des réformes électorales profondes. Sans refondation démocratique, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Plus la peine de faire les choses dans la précipitation, ou accepter les injonctions et immixtions traditionnelles de la France si l'on veut réussir.

Les coups d'État de Bissau et Cotonou mettent en lumière l'effondrement d'un modèle qui se voulait une vitrine. La démocratie francophone traverse une crise structurelle, marquée par : l'hyper-présidentialisme, le verrouillage des scrutins, la marginalisation de l'opposition, la politisation de la justice. Le message est clair : une démocratie sans compétition réelle n'est qu'un décor.

Décembre 2025 restera dans l'histoire comme un tournant celui où la façade démocratique n'a plus suffi.

Dan Mallam



Hebdomadaire d'informations générales, de réflexions et d'opinions
Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (SARL) au Capital de Quatre Millions Six Cent Mille (4.600.000) francs CFA
Siège quartier Terminus B.P: 383 Tél: 96 96 97 16
Niamey- République du Niger

RCCM -NI-NIA-2014-B-1594-DU 02 JUIN 2014 - NIF 11 715/S
E-mail: actualite98@yahoo.fr
Site web: www.lactualiteniger.com

Promoteur Directeur Général

Elhadji Omar CISSE

Contacts :

(+227) 96 86 33 33 - 93 86 33 33
E-mail: actualite98@yahoo.fr

Directeur de Publication

Ibrahima Maïga . A

Cel: 87 92 53 54

Rédaction:

Samba Sanda Nadira Oumarou. A
Taweye.I 91 85 91 85
Dan Mallam Hassane Djibo
Omar Cissé Cél: 96 89 94 84
Ibrahim.A Stanislas
Hama Bouréima G.BODJRENOU

Tirage :

8 pages 1000 exemplaires sur les presses de **LA GIN** BP: 383 NY

Transition et valeurs universelles de gouvernance

AES : des injonctions impériales dénuées de légitimité pour contrarier des choix de peuples souverains ?

Les valeurs universelles que l'Occident pense pouvoir imposer au monde, niant d'autres spécificités, peuvent-elles servir à justifier un certain gangstérisme des puissances impériales qui s'en servent à triballer le monde ? Le sahel, fatigué par les incessantes remises en cause d'une démocratie-prêt-à-porter importée de France, fait des choix nouveaux, se défaissant de la démocratie-friperie qu'on vient lui tendre pour s'habiller avec et paraître avec des allures de guignole, sous le déguisement d'un habillage inconvenant. L'AES dérange car elle rompt avec ce système. Et la France, comptant sans doute sur la solidarité de ses alliés sur un tel objet, comme elle avait réussi, sous Sarkozy, à éliminer Kadhafi, avait promis de tout faire pour en finir avec notre transition, mais aussi avec les révoltes sahéliennes. Si certains des nôtres pourraient l'avoir oublié depuis que les responsables français l'avaient annoncé même si elle évoque aujourd'hui rarement ou pas le Niger et toute l'AES, la France, elle, ne l'a pas oublié et en fait une parole d'honneur à laquelle elle tient pour rassurer qu'elle soit, justement, française. On se rappelle que le dernier plan impérial de saborder les mutations en cours au Sahel, misait sur des actes planifiés au Burkina Faso, avec leur prolongation au Mali où des terroristes soutenus par des forces obscures, devraient couper les voies d'approvisionnement du pays et faire croire qu'ils auraient le contrôle de parties importantes du pays pour ainsi réussir à isoler le pouvoir malien et priver le peuple malien de produits de subsistance qui devraient venir des ports proches.

L'irruption inattendue de l'AES dans l'écosystème de la géopolitique gêne énormément et cela commande, au-delà des dirigeants, de la part de tous les peuples du Sahel, d'être sur le

qui-vive pour veiller sur leurs révoltes, et défendre leur dignité de peuples libres. C'est d'autant important qu'aujourd'hui encore, nos pouvoirs, au Burkina Faso, au Mali et au Niger, doivent se départir de toute confusion, pour n'agir que nos pays et notamment en parfaite symbiose et en étroite complicité avec les peuples qui tiennent aujourd'hui à leur émancipation. C'est pour cela que nous avons l'habitude d'écrire que toute l'Afrique nous regarde, voit en notre acte de courage de nouvelles espérances pour tout le continent, sinon cette partie de l'Afrique qui a eu la malchance d'être colonisée par la France. Alors que tous les colonisateurs partaient et libéraient, elle, est revenue, par d'autres osmoses, pour continuer la domination et l'exploitation.

L'Afrique doit donc être vigilante

Dans cette nouvelle marche qui signe une révolution à laquelle d'autres, avant nous, n'avaient pas survécu, du fait justement des agissements sournois de l'impérialisme, nos dirigeants et leurs peuples, doivent redoubler de vigilance pour reconnaître, tant à l'interne qu'à l'externe, leurs alliés, ceux qui, convaincus de la légitimité de leur action, sont à leurs côtés pour réussir cette traversée difficile mais extrêmement noble et juste. L'Europe veut la rabaisser et faire en sorte qu'elle soit indéfiniment pauvre pour s'imposer au continent noir et justifier son assistance qui n'en est pas une à la vérité. Il est d'ailleurs curieux de constater que pendant que tous les autres colonisateurs partaient sans se retourner pour s'immiscer dans la gestion de pays qu'ils avaient colonisés, mais auxquels ils consentaient, face à la conjoncture de l'époque, d'accorder l'indépendance, la France, elle, restait là, pour se scotcher à des Etats auxquels, plusieurs décennies après les indépendances proclamées,

pour continuer à leur dénier leur souveraineté. Pourquoi la France manque-t-elle de la même élégance pour s'en aller et laisser les peuples anciennement colonisés mais désormais libres selon le droit international dont les Nations-Unies sont normalement les gardiennes pour laisser leur droit inaliénable de décider de leur destin ? On peut également constater que les pays anglophones et lusophones libérés, aujourd'hui, ont une avancée notable au plan du développement par rapport aux pays francophones qui, quand même souvent, à l'image du Gabon, de la Côte d'Ivoire, des pays francophones ayant des ressources naturelles importantes par lesquels ils auraient pu bâtir des sociétés modernes à l'image de Singapour, ou tout près le Nigeria, le Kenya, sont restés avec des populations pauvres. L'Afrique a franchement des raisons de se plaindre de sa France. Des acteurs politiques majeurs d'Italie et d'autres pays l'ont compris pour se démarquer de positions françaises iniques sur le continent. C'est à juste titre d'ailleurs que certains pays d'Europe, non sans fierté, peuvent dire à la France, qu'ils vivent dignes, sans avoir sur la conscience, le poids moral de ce qu'ils auraient exploité ou qu'ils continuent d'exploiter l'Afrique. Mais on comprend la France car depuis que ces trois pays se détachent d'elle, elle a commencé à sombrer économiquement et à perdre de l'influence.

Pour autant, il faut rester vigilant pour surveiller et localiser – encore une fois, à l'externe comme à l'interne – toute menace qui pourrait éprouver nos révoltes, notamment des amis qui en réalité, malgré les bienveillances dont ils peuvent faire montre, pourraient n'être que de pseudo-amis qui cherchent ainsi à tromper notre vigilance. C'est pourquoi les propos du président américain, Donald Trump, doivent être pris au

sérieux. Il y a quelques jours en effet, cherchant l'alibi qui légitime aux yeux de l'Occident une intervention dans nos parages, il projetait d'intervenir au Nigeria pour, disait-il, protéger, si ce n'est selon ses logiques, des chrétiens qui seraient victimes d'exactions dans le pays. Ce fut une position inconfortable qui ne saurait tricher avec les consciences des peuples car tout le monde avait compris ici qu'il ne cherche ni plus ni moins ici, par ce narratif maladroit, qu'à justifier l'opportunité d'une intervention que le monde entier pourrait pourtant juger inapproprié, inacceptable, incompréhensible et injuste. Combien de musulmans a-t-on tué depuis que commençait ces guerres sordides, d'abord au Nigeria dans cette partie du pays et Sahel, sous l'égide, dit-on, d'un terrorisme que rien ne peut justifier surtout quand il venait, au nom d'un Djihadisme qui le discrédite davantage, sur des terres déjà fortement islamisées. Mais un autre prétexte serait en préparation. Les musulmans qu'on tuait pouvaient être justifiés et compris par la conscience américaine ? C'est inquiétant.

La démocratie et ses valeurs dites universelles

Cet alibi est tout aussi fragile que celui qui voudrait justifier une intervention pour, soi-disant, protéger des chrétiens menacés, ce, en plus, dans un pays tiers, qui n'est ni de l'Amérique a fortiori de l'Europe dont elle est aujourd'hui le gendarme frustré qui refuse, sur le continent européen, de jouer les mauvais rôles pour éteindre des feux que les Européens ont eux-mêmes allumés. Personne ne croira que pour forcer à faire de la démocratie – et quelle démocratie ! – qu'un autre, fut-il le plus puissant du monde, vienne s'attaquer à un autre pays. Le Japon, fait-il de la démocratie ? La Chine ? L'Arabie Saoudite ? Et tant d'autres pays arables ? Pourquoi ne va-t-on pas là pour

importer, au moyen de la guerre et donc des fusils, la même démocratie, made in Occident ? Faut-il donc croire que parce que nos Etats seraient des Etats pauvres et faibles qu'il faille jouer ainsi avec eux, pour leur imposer des modèles inconvenants ? L'Afrique est l'Afrique, et avant de rencontrer le monde occidental, elle avait ses valeurs, sa démocratie, sa conception du pouvoir et de la liberté. Il faut donc la laisser tranquille pour choisir pour elle-même, ce qu'elle se veut, quand dans le même moment, forte d'une certaine éducation, elle ne s'ingère pas dans la vie des autres, et même ne juge pas leurs valeurs qui pourraient pourtant être à l'antipode des siennes.

Avant d'attaquer nos révoltes parce que simplement l'on se targuerait d'être puissant, il faut aller remettre ses colis de démocratie à ceux à qui, faisant fi de la qualité de leur gouvernance, l'on pourrait manquer de scrupule pour leur dérouler le tapis rouge, et même, manquant de pudeur, à vanter ce qu'ils représentent dans le monde. L'Occident a ses valeurs, nous avons les nôtres. Et c'est justement parce que les siennes nous sont étrangères et inconvenantes que l'on voit nos démocraties souffrir de convulsions qui ont maintes fois conduit à leur interruption pour nous placer dans des cycles infinis de constructions-déconstruction-reconstruction. L'Afrique ne se construira qu'avec ses valeurs propres, seules capables de lui permettre de se gérer dans la quiétude pour prospérer.

Il faut donc comprendre cette Afrique, terre d'amour qui, malgré les violences et les dominations subies, n'en garde aucune rancune, n'exigeant qu'un devoir mémoire, mais restant humaine, ainsi que le dit Boubou Hama qui pense que l'Afrique apporte l'homme à l'humanité, à l'opposé d'un occident matériel et matérialiste. L'Afrique tend une main fraternelle aux peuples du monde qui savent la respecter. L'Afrique reste aux Africains. La Sahel aux Sahéliens. Un discours auxquels il va falloir se forcer à s'habituer. L'Europe est aux Européens. Nous ne l'avons jamais contesté. Des logiques de la conscience universelle que les uns et les autres doivent respecter. Nous sommes fatigués ; il faut donc nous laisser en paix comme l'avait dit une fois, le ministre togolais des Affaires Etrangères.

Personne ne nous fera la guerre parce que notre démocratie et notre mode de gouvernance ne correspondent pas au sien.

Waz-Za

Reformer la filière : Et si le Président Tiani intégrait le riz du Niger au sein de l'ON AHA ?



Au moment où le Niger cherche à renforcer sa souveraineté alimentaire, une incohérence majeure persiste dans la filière rizicole : le pays produit des milliers de tonnes de riz chaque année, mais ne maîtrise toujours pas sa propre commercialisation. Une situation paradoxale qui fragilise les producteurs, affaiblit l'économie locale et laisse la filière à la merci d'intermédiaires souvent plus préoccupés par leurs marges que par l'intérêt national.

L'Office National d'Aménagements Hydro-Agricoles (ON AHA) joue aujourd'hui un rôle central dans la mise en valeur des périmètres irrigués et l'accompagnement des riziculteurs. L'ON AHA encadre, planifie, irrigue, supervise et soutient. Pourtant, l'étape cruciale de la commercialisation du riz nigérien échappe encore à l'institution. Résultat : le producteur vend mal, le consommateur achète trop cher, et le riz local peine à s'imposer face à un riz importé omniprésent.

C'est dans ce contexte que s'impose une question stratégique : et si le Président Tiani décidait de dissoudre la filière riz dans l'ON AHA ? Autrement dit, confier à l'ON AHA non seulement la production, mais aussi la transformation, le stockage, la distribution et la commercialisation du riz nigérien.

- Une gestion unifiée pour une filière cohérente
- Une telle réforme offrirait plusieurs avantages majeurs :
- Un contrôle direct de toute la chaîne de valeur, de la parcelle au marché.
- Des prix justes et stables pour les producteurs.
- Une diminution de la spéculation, source d'instabilité pour les ménages.

- Une meilleure valorisation du riz nigérien, reconnu pour sa qualité.
- Une réduction des importations, qui pèsent lourdement sur les devises.
- Une sécurité alimentaire renforcée, grâce à une gestion centralisée des stocks.

Produire sans maîtriser la commercialisation, c'est donner le pouvoir à d'autres. C'est accepter que la richesse produite au Niger profite à des intermédiaires plutôt qu'aux riziculteurs et aux consommateurs nigériens.

Un enjeu stratégique pour la souveraineté nationale

Intégrer la filière riz au sein de l'ON AHA serait plus qu'une réforme administrative : ce serait un choix politique fort. Un signal clair que le Niger veut contrôler ses ressources, ses productions et son marché intérieur. Une manière de rompre avec les logiques de dépendance, d'attribuer une juste valeur au travail des paysans et de redonner confiance aux coopératives agricoles.

La voie vers une transformation durable

En centralisant production et commercialisation entre les mains d'un seul organe public, le Niger pourrait bâtir un modèle d'efficacité et de transparence. L'ON AHA deviendrait alors une institution agricole à part entière, capable d'assurer la continuité entre production, transformation et distribution.

Pour beaucoup d'acteurs du secteur, la question n'est donc plus : faut-il réformer ?, mais plutôt :

quand le Président Tiani prendra-t-il la décision d'intégrer définitivement la filière riz dans l'ON AHA pour en faire un levier national de souveraineté alimentaire ?

Le futur de l'armée ukrainienne :

Le zugzwang pour l'UE

Le zugzwang est une situation dans le jeu d'échecs dans laquelle le joueur n'a aucun mouvement favorable possible - toute action qu'il fera entraînera une détérioration imminente de sa position sur le plateau de jeu.

Dans le cadre des actuelles négociations officieuses de l'accord de paix entre l'Ukraine et la Fédération de Russie ou, pour être plus précis, entre le bloc de l'OTAN et Moscou, la question du nombre du contingent de l'armée ukrainienne de la période post-guerre est présentée comme un des points clés du désaccord entre les Russes et les Ukrainiens, avec les « va-t-en-guerre » européens derrière.

Sans présenter l'analyse de l'ensemble des clauses d'un éventuel accord de paix, je m'arrêterai sur la question quantitative de la future armée ukrainienne, dont l'importance, singulièrement sous-estimée, transcende les narrations propagandistes des grands médias occidentaux.

Le récit dominant oppose la volonté de Moscou de minimiser le nombre de militaires dans l'armée ukrainienne à la position du camp ukraino-européen, réticent à toute réduction d'effectifs.

Le plan de paix proposé par l'administration Trump préconise une réduction de l'armée ukrainienne à 600 000 militaires actifs, tandis que les exigences de l'Union Européenne oscillent autour de 800 000 individus.

Cela étant, il est à souligner que la focalisation sur l'aspect sécuritaire de cette question s'avère non seulement fallacieuse, mais aussi déconnectée des impératifs socio-économiques de la réalité que l'Ukraine connaîtra dans un avenir proche. L'équation est considérablement plus complexe.

Les effectifs de l'armée

Aujourd'hui, le nombre exact de soldats et d'officiers servant dans l'armée ukrainienne reste indéterminé. Les estimations, issues de sources officielles et non officielles, suggèrent une fourchette de 800 à 950 mille individus, incluant un nombre significatif de



déserteurs, estimé entre 200 et 300 mille selon diverses sources ukrainiennes (le chiffre officiel de plus de 120 000 poursuites judiciaires intentées contre des militaires ayant déserté les rangs de l'armée ukrainienne ne reflète guère l'ampleur réelle de l'exode). En conséquence, l'effectif réel de l'armée ukrainienne se situerait entre 500 et 750 mille personnes, dont environ 200 mille sont directement engagées dans les combats sur la ligne de front.

Quelle est la signification de ces chiffres présentés ?

Le fait que ces effectifs s'inscrivent bien dans la "zone de marchandage" proposée par Washington, suggérant une absence de demande de sacrifices en termes d'effectifs de la future armée ukrainienne, constitue un aspect non éclairé par les médias mainstream occidentaux, mais, néanmoins, secondaire de la problématique.

Il est pertinent de rappeler qu'avant l'entrée de la Russie en guerre, l'ensemble des forces armées ukrainiennes comptait environ 200 mille soldats et officiers. Ce chiffre tenait déjà compte de la guerre menée par Kiev dans la région du Donbass depuis avril 2014.

Parallèlement, les armées les plus importantes des pays de l'Union Européenne en termes d'effectifs actifs, telles que celles de la France et de la Pologne, comptent également près de 200 mille militaires chacune. Cette taille relativement réduite s'explique par le fait qu'en temps de paix, des

armées plus importantes pour des pays ayant le poids démographique et économique de la France constituerait une charge économique excessive. Une augmentation hypothétique des effectifs militaires français de 200 à 300 mille serait fortement préjudiciable à une économie se situant déjà au bord de la récession.

L'Ukraine, confrontée à un effondrement économique et démographique avéré, ne sera pas en mesure de financer une armée de 800 mille hommes, ni même de maintenir un effectif de 200 mille militaires actifs comme avant 2022. À l'issue du conflit, le pays sera plongé dans une récession profonde et durable. Qu'ils le veuillent ou non, même une fois le conflit actuel achevé, les contribuables européens devront inéluctablement continuer de financer Kiev par le biais de dotations massives, se chiffrant à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an et gavant ainsi durablement les finances publiques des pays européens.

Le piège ukrainien : zugzwang

Les narratifs véhiculés par les canaux de propagande du bloc otien quant au rôle futur et crucial de l'armée ukrainienne dans la défense de l'Union Européenne divergent considérablement de la réalité. Contrairement aux affirmations publiques, aucun gouvernement européen, aussi russophobe soit-il, ne consentira à des sacrifices substantiels au profit d'une armée étrangère, dont la fonction se limite à constituer un rempart temporaire face à l'armée russe,

un "consommable" stratégique pendant les quelques années nécessaires au renforcement des forces armées nationales.

A l'issue de ce processus, il est certainement prévu que l'armée ukrainienne, déjà chroniquement sous-alimentée même en période de guerre, soit progressivement abandonnée à son propre sort, faute d'une dotation annuelle de plusieurs dizaines de milliards d'euros, indispensable au maintien du niveau de capacité affiché dans les déclarations officielles. Cela étant, le futur drame réputationnel des capitales européennes réside dans le fait que, sans reléguer l'Ukraine au statut d'État paria et sans fermer hermétiquement sa frontière avec l'UE, l'interruption des perfusions financières susmentionnées s'avérera irréalisable, même en cas d'accession massive au pouvoir, dans les pays de l'Union, de gouvernements souverainistes, voire ouvertement anti-ukrainiens.

Pourquoi ?

Actuellement, la rémunération d'un soldat de rang directement engagé dans les zones de combat excède fréquemment 100 000 hryvnias, soit près de 2 000 euros par mois. Depuis plusieurs années, plus de 200 000 individus, sur un effectif total estimé entre 500 000 et 750 000 militaires d'active au sein de l'armée ukrainienne, se sont non seulement familiarisés avec la confrontation directe à la mort et l'acte de tuer, mais également habitués à percevoir une rétribution qui, pour la majorité d'entre eux, représente un multiple de 5 par rapport à leurs revenus civils antérieurs au conflit. À titre indicatif, le revenu moyen de la population ukrainienne en 2021 s'élevait à 14 018 hryvnias par mois, soit environ 434 euros bruts (ministère des Finances de l'Ukraine, 2021).

Au sortir du conflit armé, des centaines de milliers de combattants retrouveront une vie civile désenchantée, confrontés à une économie en ruines et à la quête ardue d'un emploi précaire, rétribué au

Poursuite judiciaire de l'Etat contre Orano

Les carottes toxiques de Madaouela de la société française

mieux quelques centaines d'euros mensuels.

Les sondages déjà réalisés en Ukraine sont sans équivoque et n'ont aucun effet de surprise : tout au moins, plusieurs dizaines de milliers de personnes habituées à tuer, et avec la psyché détruite par la guerre, prendront le chemin de l'Union Européenne afin d'y retrouver le niveau de rémunération auquel elles se sont habituées depuis des années de guerre, et ce par tous les moyens qui seront à leur disposition.

Les capitales européennes seront alors confrontées à un choix très restreint : soit maintenir un financement substantiel et pérenne de l'armée et de l'économie ukrainiennes, soit accueillir sur leur sol des dizaines de milliers d'individus déséquilibrés ayant l'expérience de tuer, en quête d'un niveau de vie confortable, soit, comme mentionné plus haut, mettre l'Ukraine sous le statut d'état paria et fermer sa frontière à la libre circulation avec l'UE.

Au regard des politiques menées ces dernières années par Bruxelles et la majorité des gouvernements européens, et considérant les risques inhérents pour les « élites » à la seconde option, le maintien d'un financement conséquent de Kiev apparaît comme le moindre mal.

Cependant, l'indignation affichée par les décideurs européens face à la proposition de l'administration Trump de ramener les effectifs de l'armée ukrainienne à 600 000 hommes à la fin du conflit relève d'une grossière chimère dont l'objectif véritable serait d'empêcher la signature d'un accord de paix et de faire perdurer la guerre le temps nécessaire pour l'Union Européenne de restructurer ses armées au prix de sacrifices socio-économiques que ses contribuables feront de gré ou de force.

Oleg Nesterenko

Président du CCIE (www.c-cie.eu)



(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

La localité de Madaouela (Arlit) est longtemps associée par de nombreux Nigériens à juste une position militaire stratégique avancée dans le désert, alors qu'elle est le premier site où la société française Cogema [qui a pris la dénomination Areva et aujourd'hui Orano] a commencé à extraire ses premières tonnages d'uranium au Niger au début de la décennie 70, dans des conditions bafouant les principes les plus élémentaires de protection de la santé humaine et de l'environnement.

La société française a exploité la mine comme ça. Quand le gisement a tari, elle l'a abandonné, laissant derrière elle des logements, base vie des ouvriers, qui ont été occupées par la suite par l'armée nigérienne. Il n'y avait pas à l'époque des organisations de la société civile pour surveiller et dénoncer les conditions dans lesquelles se déroulait l'exploitation du minéral.

C'est plus de 50 ans après que l'Etat nigérien vient de sortir, à travers un point de presse du ministre de la Justice, pour dénoncer la découverte des 400 tonneaux de carottes radioactives à Madaouela. Selon une source locale, ancien minier, que nous avons interrogé, "à l'époque, il n'y avait aucun contrôle par rapport à l'exploitation du minéral, le Niger ne disposant pas de cadres et ouvriers oeuvrant dans le secteur. Les ouvriers locaux travaillaient dans la mine sans aucune protection, en contact direct avec les résidus radioactifs".

la décision du gouvernement de poursuivre Orano devant les juridictions compétentes.

Il s'agit d'une initiative que nous saluons vivement, car visant à mettre en exergue aux yeux de la communauté internationale l'ampleur des dégâts sanitaires et environnementaux occasionnés par l'exploitation de l'uranium par la firme française en plus d'une cinquantaine d'années d'exploitation de notre ressource. Orano a attaqué le Niger devant le CIRDI (le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux



investissements) suite à la sortie présumée d'un millier de tonnes d'uranate à Arlit. L'instance juridique rattachée à la Banque Mondiale (BM) a tranché, interdisant à l'Etat nigérien de ne pas sortir le produit stratégique jusqu'à ce qu'un jugement au fond concernant le dossier intervienne.

Qui a fait plus de tort à qui ?

Si le ministre de la Justice est sorti pour annoncer l'intention de Niamey d'intenter un procès contre Orano relativement à la découverte des 400 tonneaux de carottes radioactives à Madaouela. Selon une source locale, ancien minier, que nous avons interrogé, "à l'époque, il n'y avait aucun contrôle par rapport à l'exploitation du minéral, le Niger ne disposant pas de cadres et ouvriers oeuvrant dans le secteur. Les ouvriers locaux travaillaient dans la mine sans aucune protection, en contact direct avec les résidus radioactifs".

"Certains mouraient de maladies étranges qu'on n'arrivait pas diagnostiquer, des enfants naissaient avec des malformations, etc., mais la production se poursuivait", a-t-il ajouté.

Les premiers soldats du casernement militaire de Madaouela ont hérité des logements des ouvriers de la mine, lorsque le site a été fermé. Qui sait combien de tonnes de carottes ont-elles été enfouies dans le désert de cette époque à ce jour ? L'Etat a-t-il les moyens d'engager des fouilles dans le vaste désert pour connaître l'ampleur des dégâts environnementaux causés par la société française ? Ce n'est pas certain !

Orano est malade pour 1300 tonnes d'uranate qu'elle n'arrive pas à sortir d'Arlit depuis les évé-

nements du 26 juillet 2023. Elle a laissé derrière elle plus de 30 millions de tonnes de stériles radioactifs à l'air libre à Arlit. Les tribunaux internationaux ont des grains à moudre. Orano est folle, furieuse, à cause de 1200 tonnes qu'elle n'arrive pas à sortir pour la vente.

Raison pour laquelle elle a saisi le CIRDI, le tribunal arbitral de la Banque Mondiale en matière de gestion des contentieux relatifs aux investissements internationaux, qui a dit au Niger de surseoir provisoirement à la vente de l'uranium, en attendant sa décision au fond.

L'annonce récente de 1000 tonnes d'uranium destinées à vente à l'international a ramené le contentieux en surface, poussant Orano à publier un communiqué de protestation, estimant que Niamey n'a pas le droit de vendre le moindre gramme sans son consentement. La même Orano, qui refuse de reprendre les travaux de restauration du site de la Cominak (RDS) en fin de vie depuis mars 2021, malgré les décisions de justice (en première instance et en appel) qui lui en ordonne.

Le tonnage que le Niger a décidé de vendre peut être le fruit de la production qui s'est poursuivie après la nationalisation de la Somair, la seule compagnie encore active à Arlit. En quoi les décisions du CIRDI de la Banque Mondiale sont-elles plus importantes que les décisions des juridictions nationales ?

Orano refuse d'exécuter des décisions judiciaires nationales, elle veut qu'on se plie à l'injonction d'une juridiction internationale. Il faut arrêter cette farce. L'uranium est avant tout une ressource naturelle de notre pays, exploité en partenariat avec la société française, qui a décidé de faire du chantage. L'Etat a dit non, ça ne marche plus ! Où est le problème ?

Tawèye

Accord Rwanda-RDC :

La paix sous tutelle, sans l'Afrique ?

La scène aurait pu symboliser une renaissance africaine. Elle rappelle pourtant les vieux réflexes d'un continent dont les crises cruciales se règlent encore loin de ses propres capitales, sans ses propres institutions, sous le regard d'un arbitre extérieur. Le 4 décembre 2025, dans le Bureau Oval de la Maison-Blanche, le Président américain Donald Trump a placé côte à côte le Président rwandais Paul Kagame et le Président congolais Félix Tshisekedi pour parapher un accord de « cessation définitive des hostilités ». La signature de cet accord entre le Rwanda et la RDC qui interroge sur la souveraineté diplomatique africaine :

Aucun représentant de l'Union africaine (UA).

Aucun délégué de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC).

Aucune présence de la SADC, pourtant l'un des principaux acteurs de la région.

Pour beaucoup d'Africains, l'image a heurté : l'Afrique négocie sa paix sans l'Afrique.

Retour sur un conflit devenu régional !

La crise entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda ne date pas de 2025. Elle plonge ses racines dans un enchevêtrement historique, politique, sécuritaire et identitaire qui a transformé le Kivu en un théâtre de tensions permanentes.

Une guerre aux multiples visages : Depuis 1998, le conflit dans l'Est de la RDC est alimenté par les groupes armés locaux (Mai-Mai, CODECO, Wazalendo) ; les groupes étrangers (FLDR, ADF, RED Tabara) ; les accusations croisées d'ingérence entre Kigali et Kinshasa ; les rivalités régionales autour des ressources minières stratégiques.

L'apparition et l'expansion du M23, soutenu selon plusieurs rapports par le Rwanda, a été l'étincelle la plus récente. Kinshasa accusait Kigali de vouloir redessiner les frontières. Kigali accusait Kinshasa d'abriter des forces hostiles à son régime.

Pendant deux ans, le conflit a fait : plus de 12 000 morts, près de 3 millions de déplacés, une crise humanitaire majeure autour de Goma, une militarisation croissante de la région des Grands Lacs.

L'échec des solutions africaines

Trois organisations régionales ont tenté une médiation :

L'Union Africaine, La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC),

La SADC, engagée militairement aux côtés de Kinshasa.

Aucune n'a réussi à imposer un cessez-le-feu durable. Les négociations de Nairobi, les pourparlers de Luanda, les missions successives de l'UA ont échoué à amener Kagame et Tshisekedi à la même table.

Les deux hommes ne se parlaient plus.

Le front militaire avançait.

Goma était menacée d'encerclement.

Dans ce vide diplomatique, Washington a observé, puis saisi l'occasion.

L'entrée en scène de Washington !

Pourquoi les États-Unis ?

L'administration Trump II a affiché une doctrine claire : réaffirmer la présence diplomatique américaine en Afrique face à la Chine et la Russie. La crise Rwanda-RDC représentait une opportunité stratégique : sécuriser les chaînes d'approvisionnement en cobalt et coltan ; contrer le rapprochement de Kinshasa avec Moscou ; restaurer l'influence américaine en Afrique centrale ; se positionner comme arbitre incontournable.

Washington a offert des garanties sécuritaires, des pressions économiques, des incitations financières, un canal de dialogue strictement contrôlé. Les deux présidents africains ont accepté l'invitation.

Une signature sans l'Afrique : symbole ou aveu ?

L'absence de l'Union africaine lors de la signature est devenue le véritable sujet de polémique. Elle pose une question fondamentale : Les États africains croient-ils encore en leurs propres institutions ?

Un diplomate africain, confiait : « Lorsque deux frères se disputent à la maison, ils ne devraient pas aller chez le voisin pour régler leur querelle. Pourtant, c'est exactement ce que nous venons de voir. »

Le contenu de l'accord : paix durable ou trêve fragile ?

Selon les premiers éléments rendus publics, l'accord comprend six volets majeurs :

- Retrait immédiat des troupes du M23 des zones occupées
- Les combattants devront se replier sous supervision américaine et onusienne.
- Engagement du Rwanda à cesser tout soutien logistique au M23

Kigali continue de nier, mais a accepté la clause sous forme d'engagement politique.

- Démobilisation encadrée des groupes armés pro-Kinshasa, notamment certains groupes Wazalendo dont les exactions se sont multipliées.
- Déploiement d'une force d'observation internationale.
- Mais, fait notable : aucun pays africain n'y participe.
- Corridor minier sécurisé pour l'exportation, conçu pour protéger les sites stratégiques de cobalt du Katanga et du grand Kivu.
- Reprise progressive des relations diplomatiques, ambassades, échanges ministériels, coopération frontalière.

Sur le papier, le texte semble solide.

Sur le terrain, les réalités sont moins prévisibles.

Réactions en Afrique : entre indignation et résignation !

L'annonce de l'accord a suscité une avalanche de réactions :

L'Union africaine se dit « surprise ». Dans un communiqué bref, l'UA a pris acte de la signature, exprimant sa « disponibilité à accompagner » sa mise en œuvre.

Un aveu implicite d'avoir été tenue à l'écart.

L'opinion publique africaine indignée : « Si l'Afrique ne peut même pas régler un conflit entre deux pays voisins, alors à quoi nous servent toutes nos institutions ? »

Les intellectuels dénoncent une humiliation continentale : « Cette signature n'est pas une victoire diplomatique. C'est une externalisation de la souveraineté. L'Afrique démontre encore qu'elle a besoin d'un tuteur. »

5. Les enjeux géopolitiques cachés derrière l'accord n'échappent pas à l'opinion. Le rôle des minerais stratégiques est connu de tous car, la RDC détient : 70 % du cobalt mondial, 30 % du coltan, des réserves massives de lithium et de terres rares.

Les États-Unis craignent une domination par une autre puissance !

La guerre rendait instable les zones minières cruciales. L'accord assure un contrôle indirect américain. La rivalité Rwanda-RDC comme miroir des rivalités internationales

La région est devenue un échiquier où s'affrontent :

États-Unis,

Chine,

Russie,

France,

Turquie.

Chaque puissance soutient, influence ou arme des acteurs locaux.

Une Afrique encore sous tutelle stratégique et l'absence de l'Afrique dans la résolution d'un conflit africain confirme cette réalité. Le continent n'a pas encore acquis la pleine capacité de gérer ses crises majeures. Et maintenant ? Les questions qui demeurent

L'accord sera-t-il appliqué ?

Les précédents accords dans la région ont presque tous échoué :

Lusaka,

Pretoria,

Addis-Abeba,

Nairobi,

Luanda.

La confiance entre Kigali et Kinshasa reste quasi nulle. Le rôle marginalisé de l'UA peut-il être restauré ? Beaucoup appellent à une réforme profonde : budget autonome, armée continentale, diplomatie forte, sanctions pour les États qui passent outre les mécanismes africains.

Le peuple congolais, grand oublié

Sur les marchés de Goma, Bukavu et Rutshuru, les populations espèrent la paix.

Mais beaucoup craignent un accord imposé de l'extérieur, sans concertation locale.

Un témoin affirmait : « Nous avons vu trop d'accords. Nous voulons voir la paix, pas des signatures à Washington. »

Une paix fragile, un continent interpellé !

L'accord Rwanda-RDC signé à Washington est un moment historique mais pas pour les raisons espérées. Plutôt qu'un symbole de réconciliation africaine, il révèle : la faiblesse diplomatique du continent, la dépendance persistante envers les puissances extérieures, la difficulté des institutions africaines à s'imposer comme arbitres.

Si la paix revient, les Africains s'en réjouiront. Mais la question demeure : qui doit garantir la paix africaine ? Washington ou Addis-Abeba ?

L'histoire jugera si les États africains auront enfin appris à parler d'une seule voix et surtout, à régler leurs conflits en Afrique, pour l'Afrique, par l'Afrique.